

Market News

Etudes Economiques & Stratégie

jeudi 19 mars 2026

Quand le pétrole flambe, les ours sortent les CROCS...

Matières Premières				Cloture américaine				Indices Futures			
	Price	Change	% Chg	Indices	Price	Change	% Chg		Price	Change	% Chg
Crude Oil	97.63	0.71	0.74%	S&P 500	6,624.70	-91.39	-1.36%	S&P F	6,676.25	-0.75	-0.01%
Gold	4,828.00	-68.20	-1.39%	Dow Jones	46,225.15	-768.11	-1.63%	NASDAQ F	24,629.00	-22.25	-0.09%
Silver	74.205	-3.39	-4.37%	Nasdaq	22,152.42	-327.11	-1.46%	DIJA F	46,553	18	0.04%
	Changes			VIX	25.09	2.72	12.16%				
DXY Index	100.13	0.040	0.04%	Secteurs à Wall Street				Asie			
Euro	1.1456	0.002	0.14%				% Chg	Nikkei	53,336.65	-1902.75	-3.44%
Yen	159.71	-0.180	-0.11%	Energy			-0.16%	Hang Seng	25,371.74	-453.68	-1.74%
Pound	1.3259	0.001	0.10%	Industrials			-0.77%	Shanghai	4,016.52	-46.47	-1.14%
				Utilities			-0.79%	Singapore	4,968.61	-33.56	-0.67%
				Communication Services			-1.12%	Asia Dow	5,447.28	-179.72	-3.19%
				Financials			-1.19%				
Marché obligataire				Europe							
	Price	Daily en pb		Information Technology			-1.24%	Stoxx 600	597.93	-4.52	-0.75%
U.S. 10yr	4.278	1.3		Real Estate			-1.60%	CAC 40	7,969.88	-4.61	-0.06%
Germany 10yr	2.948	-0.2		Health Care			-1.61%	DAX	23,502.25	-228.67	-0.96%
Italy 10yr	3.739	7.7		Materials			-2.23%	FTSE MIB	44,741.34	-146.2	-0.33%
Japan 10yr	2.263	4.5		Consumer Discretionary			-2.32%	IBEX 35	17,299.10	50.4	0.29%
				Consumer Staples			-2.44%	FTSE 100	10,305.29	-98.31	-0.94%
Bitcoin USD	70,761	-288	-0.41%								
Ethereum USD	2,188.12	-0.43	-0.02%								

Cours au 19/03/26 7:50 AM

Achevé de rédigé à 7h35

Escalade des tensions au Moyen-Orient autour des infrastructures énergétiques.

- Les déclarations contradictoires de Donald Trump sur l'engagement américain au Moyen-Orient, combinées à des menaces directes contre l'Iran, accentuent l'incertitude internationale dans un contexte d'escalade militaire et d'attaques contre les infrastructures énergétiques. Donald Trump a menacé de détruire le champ gazier iranien de South Pars en cas de nouvelles attaques de l'Iran contre les installations gazières du Qatar. Cette situation alimente la volatilité des marchés et fait craindre un conflit régional majeur.
- Les États-Unis envisagent un renforcement militaire significatif pour dissuader l'Iran et protéger les intérêts stratégiques, tout en mobilisant leurs alliés autour d'une stratégie commune. Cette montée en puissance vise à restaurer la dissuasion mais accroît les risques d'escalade incontrôlée.
- Emmanuel Macron appelle à un moratoire sur les frappes visant les infrastructures civiles afin de limiter les conséquences humanitaires et favoriser une désescalade diplomatique. La France cherche ainsi à promouvoir le respect du droit international. De plus, un projet de couloir maritime sécurisé dans le détroit d'Ormuz a été déposé devant l'ONU pour garantir la circulation des flux énergétiques face aux tensions. Cette initiative vise à coordonner une réponse internationale et à protéger les routes commerciales stratégiques.
- Israël a intensifié sa stratégie en éliminant un haut responsable iranien et en autorisant des frappes ciblées contre les dirigeants iraniens. Cette approche offensive marque une escalade supplémentaire du conflit et élargit son périmètre régional.

Le président américain multiplie les prises de position divergentes concernant l'engagement militaire des Etats-Unis au Moyen-Orient, créant une incertitude notable au sein de la communauté internationale. Donald Trump a menacé de retirer les forces armées américaines de la région sans garantir la sécurisation du détroit d'Ormuz. Cette annonce s'accompagne d'une critique acerbe envers les alliés traditionnels de Washington, que le locataire de la Maison Blanche accuse de ne pas contribuer suffisamment à l'effort de défense collectif et de refuser le déploiement de moyens militaires nécessaires à la protection de ce point stratégique. En l'espace d'une seule journée, **le président a alterné entre des discours de fermeté, des velléités de désengagement et des appels à la formation d'une coalition internationale.**

Ce matin, **Donald Trump a menacé de détruire le champ gazier iranien de South Pars en cas de nouvelles attaques de l'Iran contre les installations gazières du Qatar, dans un contexte de fortes tensions régionales marqué par des frappes réciproques. Le Qatar a signalé des dommages importants sur le site de Ras Laffan après une nouvelle attaque iranienne, tandis que des incidents connexes ont été rapportés dans la région, notamment la fermeture d'un complexe gazier à Abou Dhabi, un navire touché dans le golfe d'Oman et l'interception de drones en Arabie saoudite.** Téhéran a justifié ces actions comme une réponse directe aux pressions internationales et a ouvertement menacé d'intensifier ses représailles si les sanctions et les manœuvres militaires étrangères à ses frontières ne cessaient pas. Cette escalade militaire directe marque une rupture avec les tactiques de harcèlement précédentes et place la communauté internationale face au risque d'un conflit ouvert de grande ampleur. Les marchés énergétiques ont réagi instantanément à ces annonces, la volatilité des cours reflétant l'incertitude quant à la capacité de défense des infrastructures régionales. Cette démonstration de force de Téhéran vise à démontrer sa capacité de nuisance et à forcer une renégociation des rapports de force diplomatiques, tout en plongeant le Moyen-Orient dans une phase de confrontation dont l'issue reste imprévisible pour la stabilité globale.

En réponse à l'agression des infrastructures énergétiques dans le Golfe, les Etats-Unis envisagent sérieusement un renforcement militaire massif face à l'Iran. L'administration américaine étudie le déploiement de capacités aériennes et navales supplémentaires pour protéger les intérêts stratégiques et les alliés régionaux contre de nouvelles attaques. **Ce plan pourrait inclure l'envoi de systèmes de défense antimissile sophistiqués et l'augmentation des effectifs stationnés dans les bases environnantes pour dissuader Téhéran de poursuivre son escalade.** Washington souhaite envoyer un signal de fermeté sans équivoque, affirmant que toute atteinte à la liberté de navigation ou aux ressources énergétiques mondiales sera suivie d'une réponse proportionnée. **Ce renforcement militaire s'accompagne d'une intense activité diplomatique pour rallier les partenaires européens et arabes à une stratégie de confinement de l'influence iranienne.** Les stratèges du Pentagone préparent différents scénarios d'intervention, allant de la simple escorte de pétroliers à des frappes de précision sur des sites de lancement si la menace venait à se concrétiser à nouveau. Cette posture offensive des Etats-Unis vise à restaurer une capacité de dissuasion érodée par les récentes crises, tout en soulignant que le coût de l'agression pour le régime iranien serait prohibitif. L'équilibre reste fragile, car cette accumulation de moyens militaires dans une zone restreinte accroît mécaniquement les risques de malentendus ou d'incidents pouvant déclencher une guerre généralisée.

Le président Emmanuel Macron a lancé un appel solennel à la communauté internationale pour instaurer un moratoire sur les frappes ciblant les infrastructures civiles au Moyen-Orient. Inquiet de l'impact humanitaire et économique dévastateur des récentes attaques contre des sites énergétiques et des installations de base, le chef de l'Etat français plaide pour une sanctuarisation des biens essentiels aux populations. La France souhaite que les belligérants s'engagent à épargner les réseaux d'eau, d'électricité et de santé, dont la destruction aggrave la souffrance des civils et complique toute perspective de reconstruction future. Emmanuel Macron a souligné que le droit international humanitaire devait s'appliquer avec la même rigueur dans les conflits asymétriques actuels, exhortant les puissances régionales à faire preuve de retenue. **Cette initiative diplomatique française cherche à ouvrir une voie de désescalade par le biais du dialogue humanitaire, espérant que cet engagement minimal puisse servir de base à des négociations plus larges.** En se positionnant comme un médiateur soucieux de la protection des infrastructures civiles, Paris tente de limiter les effets collatéraux des tensions

entre les Etats-Unis et l'Iran, tout en rappelant la responsabilité des Etats souverains dans la préservation d'un ordre mondial fondé sur des règles minimales de conduite en temps de guerre.

Le projet de création d'un couloir maritime sécurisé dans le détroit d'Ormuz a franchi une étape diplomatique majeure en étant officiellement présenté devant l'agence maritime de l'ONU. Cette proposition, portée par une coalition internationale, vise à instaurer un périmètre de navigation protégé pour les navires de commerce afin de garantir la fluidité des approvisionnements énergétiques mondiaux face aux menaces de blocage. **L'objectif est de définir des règles d'engagement claires et de coordonner les moyens de surveillance pour prévenir tout acte de sabotage ou de saisie illégale dans cette zone névralgique.** Les discussions au sein de l'organisation onusienne portent sur la légitimité juridique d'un tel dispositif et sur le rôle des puissances maritimes dans la sécurisation des eaux internationales. La mise en place de ce corridor est perçue comme une réponse technique et diplomatique à l'escalade des tensions régionales, cherchant à dissocier le transit commercial des conflits politiques locaux. **Si le projet reçoit l'aval des instances internationales, il pourrait déboucher sur une présence navale multinationale encadrée par un mandat clair, offrant ainsi une garantie supplémentaire aux assureurs et aux armateurs.** Cette initiative souligne l'urgence de protéger les artères vitales de l'économie mondiale contre les conséquences d'une guerre hybride, tout en tentant d'impliquer les acteurs régionaux dans une démarche de désamorçage de la crise maritime.

Le gouvernement israélien a indiqué l'élimination d'une figure centrale de l'appareil sécuritaire iranien. Esmail Khatib, ministre du Renseignement, a été tué lors d'une opération ciblée, marquant une volonté affichée de Benjamin Netanyahu de frapper le cœur du pouvoir à Téhéran. En parallèle, **les autorités israéliennes ont officiellement donné carte blanche à Tsahal pour abattre tout haut responsable iranien entrant dans sa ligne de mire,** signalant un changement de doctrine vers une offensive systématique contre les cadres dirigeants. Cette montée en puissance de l'action militaire directe intervient alors que le conflit s'étend au-delà des frontières traditionnelles, provoquant des réactions en chaîne dans toute la région.

Indice S&P 500



(Source : Marketwatch)

S&P 500 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Etats-Unis

La séance d'hier s'est soldée par un net repli des principaux indices, dans un contexte dominé par la remontée des tensions inflationnistes, la flambée des prix de l'énergie liée au conflit au Moyen-Orient et un discours de Jerome Powell jugé, par certains investisseurs, de « restrictif », autant de facteurs qui ont alimenté une aversion au risque croissante tout au long de la journée. L'indice S&P 500 a ouvert en baisse, à 6 697, réagissant négativement à la publication de l'indice des prix à la production aux Etats-Unis sur février, puis recule progressivement vers les 6 650, pour connaître une accélération baissière durant la conférence de presse de M. Powell. Finalement, l'indice S&P 500 a clôturé en baisse de - 1,4% à 6 625 (- 91 points). Le Dow Jones a reculé de - 1,6% à 46 225 (- 768 points), tandis que le Nasdaq Composite a cédé - 1,5% à 22 152 (- 327 points). L'indice de volatilité VIX est en hausse de 12,2% à 25,1 dans ce climat incertain, reflétant un regain d'inquiétude des investisseurs.

La séance a été marquée par une pression vendeuse quasi continue, initialement déclenchée par la publication d'un indice des prix à la production supérieur aux attentes, puis amplifiée par l'envolée des cours du pétrole après de nouvelles escalades militaires impliquant l'Iran, ce dernier ayant menacé les infrastructures énergétiques de plusieurs pays du Golfe en représailles à des frappes américaines et israéliennes, provoquant une volatilité extrême sur le brut,

VIX - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

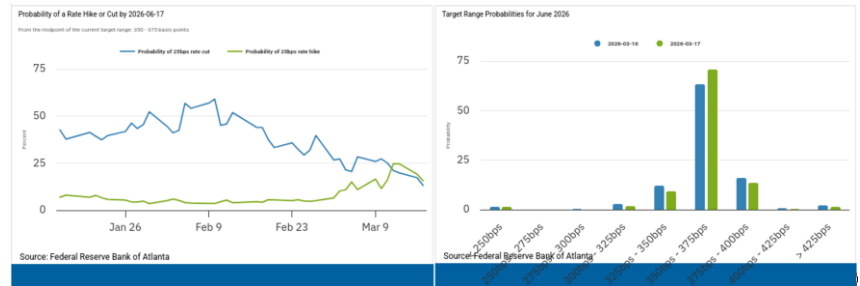
avec un WTI proche des 100 \$ le baril et un Brent dépassant les 110 \$, ravivant les craintes d'un choc d'offre mondial alors que le détroit d'Ormuz reste fortement perturbé. Très logiquement, cette situation a entraîné une hausse marquée des taux à 10 ans américain, de 4,18% à un pic à 4,29%, avant de clôturer à 4,27%, accentuant la pression sur les valeurs de croissance et les secteurs sensibles aux taux. **Les déclarations de Jerome Powell ont douché les espoirs d'un assouplissement monétaire rapide** (cf. « Powell : je sais que je ne sais rien ! »). Le président de la banque centrale a souligné que la hausse des prix de l'énergie pourrait retarder le retour de l'inflation vers l'objectif et qu'en l'absence de progrès tangibles, une baisse de taux ne serait pas envisagée à court terme.

Sur le front macroéconomique, **les prix à la production en termes de demande, aux Etats-Unis, sont en hausse de + 0,7% sur le mois de février et de + 3,4% sur un an, nettement au-dessus des attentes, et l'indice sous-jacent est à + 3,9% sur un an, son plus haut niveau depuis plus d'un an**, traduisant des tensions persistantes en amont de la chaîne de production, tandis que les commandes industrielles ont progressé de + 0,1% conformément aux anticipations, et que les demandes de prêts immobiliers ont chuté de - 10,9%, pénalisées par une remontée du taux hypothécaire à 30 ans à 6,30%.

Dans ce contexte, les valeurs technologiques ont globalement reculé, les grandes capitalisations du segment des « *Magnificent Seven* » pesant lourdement sur les indices, à l'image d'**Amazon** (- 2,1%), **Tesla** (- 1,8%), **Nvidia** (- 1,5%), **Alphabet** (- 1,3%), **Apple** (- 1,2%), **Meta Platforms** (- 1,4%) et **Microsoft** (- 1,1%), alors que certaines annonces spécifiques ont toutefois soutenu ponctuellement le secteur, comme **AMD** (+ 1,9%) après l'extension de son partenariat avec Samsung dans les infrastructures d'intelligence artificielle, tandis que **Micron** (+ 2,4%) a progressé avant sa publication de résultat après la clôture. A l'inverse, les valeurs liées aux matières premières ont fortement souffert de la baisse des métaux précieux et industriels, avec **Coeur Mining** (- 8,2%), **Barrick Mining** (- 5,6%), **Southern Copper** (- 5,3%) et **Freeport-McMoRan** (- 4,4%), tandis que les valeurs exposées aux cryptomonnaies ont reculé dans le sillage d'un Bitcoin, à l'image de **Coinbase** (- 3,5%), **Riot Platforms** (- 3,2%) et **Marathon Digital** (- 3,6%). Les valeurs de la construction ont également été pénalisées par la remontée des taux, avec **Builders FirstSource** (- 4,3%), **PulteGroup** (- 4,1%), **Lennar** (- 3,5%) et **Home Depot** (- 3,2%), alors que plusieurs dossiers ont été sanctionnés pour des raisons spécifiques, notamment **SailPoint** (- 15,2%) après des prévisions décevantes, **Rocket Lab** (- 11,3%) en raison d'une levée de fonds potentielle, ou encore **Starbucks** (- 5,1%) après une dégradation d'analyste. Du côté des hausses, certaines valeurs ont tiré leur épingle du jeu grâce à des publications solides ou des recommandations favorables, comme **Lululemon** (+ 3,4%), **Macy's** (+ 4,2%), **Constellation Energy** (+ 3,1%), tandis que des segments de niche comme la fibre optique ont bénéficié de perspectives de demande accrue, propulsant **Lumentum** (+ 7,5%) et **Applied Optoelectronics** (+ 7,2%).

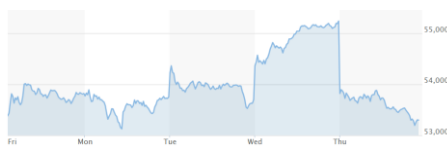
Pour conclure, le contexte géopolitique reste le principal catalyseur de marché à court terme, avec un conflit Iran–Etats-Unis/Israël qui perturbe jusqu'à 7,5% de l'offre mondiale de pétrole selon l'*AIE* et fait planer le risque d'un baril au-delà de 150 \$ en cas de blocage prolongé du détroit d'Ormuz, un scénario qui alimente les anticipations inflationnistes et réduit considérablement la probabilité d'un assouplissement monétaire rapide, désormais estimée comme nulle pour la réunion du *FOMC* de fin avril, ce qui maintient une pression baissière sur les actifs risqués.

Détail de la séance sur les valeurs : cf. Les US en Actions.



Le Market Probability Tracker utilise les prix des options du CME liées au SOFR pour estimer les anticipations du marché concernant les futurs taux directeurs de la Fed. Mis à jour quotidiennement, il permet de suivre l'évolution de ces anticipations sur plusieurs horizons, tout en reposant sur des données fournies par le CME sans garantie ni responsabilité de leur part.

Nikkei 225 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Asie

Le **Nikkei 225** chute de 3,6% pour passer sous les 54 000 points, inversant les gains de la session précédente alors que les prix du pétrole ont de nouveau grimpé suite aux attaques contre les installations énergétiques au Moyen-Orient, alimentant les inquiétudes liées à l'inflation. Le Japon reste fortement exposé aux chocs de l'approvisionnement pétrolier en raison de sa dépendance aux importations du Moyen-Orient. Les actions japonaises ont également suivi une forte chute de Wall Street. Par ailleurs, la Banque du Japon a maintenu son taux directeur inchangé dans un mouvement largement attendu, bien que le membre du conseil Hajime Takata ait exprimé son opinion dissidente pour la deuxième réunion consécutive, proposant une hausse de 25 points de base à 1 %, invoquant des risques d'inflation à la hausse. Les actions technologiques ont mené la baisse, avec de fortes pertes de Kioxia Holdings (-4,5 %), Advantest (-5,4 %), Disco Corp (-2,6 %), Lasertec (-3,3 %) et SoftBank Group (-3,3 %). La Banque du Japon (*BoJ*) a choisi de maintenir ses taux d'intérêt inchangés. Cette décision, largement anticipée par les marchés, intervient alors que l'institution cherche à équilibrer le soutien à la croissance intérieure avec la nécessité de surveiller les pressions inflationnistes résiduelles. Les responsables de la *BoJ* ont souligné que si l'économie nippone montre des signes de reprise modérée, la volatilité des marchés financiers internationaux et les incertitudes géopolitiques imposent une approche prudente. Le maintien du loyer de l'argent à des niveaux historiquement bas vise à favoriser l'investissement des entreprises et la consommation des ménages, tout en permettant au yen de stabiliser sa valeur face aux grandes devises. Cette stratégie de *statu quo* monétaire permet également à la banque centrale de conserver des marges de manœuvre pour réagir à d'éventuels chocs extérieurs, notamment ceux liés aux prix de l'énergie. La décision de ce matin a été adoptée par un vote de 8 contre 1. Le conseil a indiqué qu'il continuerait à augmenter les taux et à ajuster le soutien monétaire si la croissance et l'inflation se déroulent comme prévu, notant que les taux réels restent significativement bas. De plus, Donald Trump a reçu la Première ministre japonaise pour discuter de la situation sécuritaire au Moyen-Orient, la pressant d'apporter un soutien accru des forces nippones dans le détroit d'Ormuz. Le président américain a insisté sur la responsabilité partagée des grandes nations consommatrices d'énergie dans la protection des voies de navigation stratégiques. Washington souhaite que Tokyo joue un rôle plus actif, notamment par l'envoi de moyens de surveillance ou de patrouilles navales, pour sécuriser le passage du brut dont l'économie japonaise est fortement dépendante. Cette demande place la dirigeante japonaise dans une position délicate, devant concilier les exigences de son principal allié avec les contraintes constitutionnelles et diplomatiques de son pays. Les discussions ont également porté sur la coordination des efforts de défense et le partage de renseignements pour contrer les menaces asymétriques dans la région du Golfe. Donald Trump

a réaffirmé que la sécurité énergétique mondiale ne pouvait reposer uniquement sur l'engagement militaire des Etats-Unis et que chaque partenaire devait contribuer à la stabilité des flux commerciaux. Cette entrevue souligne la volonté de l'administration américaine de bâtir une coalition de circonstance pour maintenir la pression sur les acteurs perturbateurs, tout en renforçant les liens bilatéraux avec le Japon dans un contexte de recombinaison des équilibres de pouvoir en Asie et au Moyen-Orient.

Le **Hang Seng** est en chute de 2,1% et le composite de **Shanghai** recule de 1,3%. La prudence est montée sur la bourse de Hong Kong après des rapports selon lesquels Pékin resserre la surveillance des entreprises chinoises incorporées à l'étranger cherchant à être cotées à Hong Kong, suscitant des inquiétudes quant au pipeline d'introduction en bourse de la ville, du moins à court terme. Néanmoins, les pertes ont été en partie contenues par les attentes selon lesquelles la Banque populaire de Chine pourrait maintenir ses taux clés de prêt à des niveaux historiquement bas pour un dixième mois consécutif afin de soutenir l'économie, la fixation de mars étant prévue vendredi. Les actions continentales atteignant des plus bas depuis plusieurs semaines, la guerre en Iran suscitant des inquiétudes concernant les approvisionnements énergétiques. La Chine prévoit d'exploiter ses réserves stratégiques de pétrole pour atténuer l'impact des perturbations au Moyen-Orient, les raffineurs devant traiter jusqu'à 1 million de barils par jour au cours des quatre à six prochaines semaines.

Le **KOSPI** chute 2,8%, mettant fin à un *rallye* de trois jours, alors que les tensions au Moyen-Orient faisaient monter les prix du pétrole, suscitant des inquiétudes concernant l'inflation et la hausse des coûts d'importation d'énergie pour la Corée du Sud. Le won coréen a dépassé le seuil des 1 500 face au dollar, reflétant des sorties de capitaux et une vulnérabilité externe. Les actions technologiques majeures ont mené les pertes, notamment Samsung Electronics (- 3,8%) et SK Hynix (- 4,5%), ainsi que des baisses chez Hyundai Motor (- 3,3%), LG Energy Solution (- 2,4%), SK Square (- 3,5%), Kia Corporation (- 2,0%) et HD Hyundai Heavy Industries (- 3,4%).

Le **S&P/ASX 200** a chuté de 1,7% sous les 8 500, mettant fin à une avance de deux séances alors qu'une nouvelle flambée des prix du pétrole, déclenchée par des attaques contre les installations énergétiques du Moyen-Orient, a ravivé les inquiétudes liées à l'inflation. La position belliciste de la RBA va être renforcée. Elle a, à plusieurs reprises, mis en garde contre les risques persistants d'inflation et signalé une incertitude quant à la rigidité suffisante de la politique. La chute de Wall Street a également pesé. La plupart des secteurs ont reculé, menés par les actions de ressources et de technologies. Parmi les poids lourds, les mineurs BHP et Rio Tinto ont reculé de 2% à 3%, le producteur d'or Northern Star a chuté de 8% et le fournisseur de logiciels Wisetech Global a chuté de 4%. Inversement, les entreprises énergétiques ont grimpé dans un contexte de flambée des prix du pétrole.

Change €/€

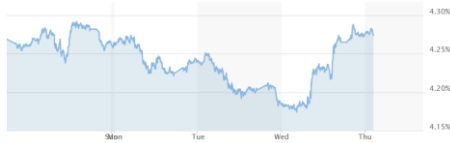


(Source : Marketwatch)

Changes et Taux

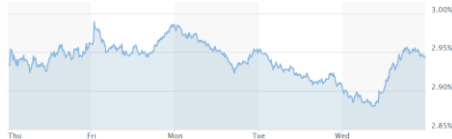
Sur le marché des changes, la séance a été marquée par un net regain de vigueur du dollar, porté à la fois par un contexte géopolitique extrêmement tendu et par la confirmation du *statu quo* durable de la politique monétaire américaine. Le *Dollar Index*, déjà en hausse de 99,5 à 99,7, a nettement accéléré en fin de séance, doublant ses gains pour repasser au-dessus du seuil symbolique des 100, à 100,2 ce matin, traduisant un retour marqué de la devise américaine en tant que « devise refuge ». Cette appréciation s'inscrit dans le sillage de la décision de la banque centrale de maintenir ses taux dans la fourchette 3,5%-3,75%, validée quasi unanimement, tout en révisant à la hausse ses anticipations

Taux 10 ans (US)



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (Allemagne)



(Source : Marketwatch)

d'inflation à 2,7% et en soulignant les risques haussiers liés au conflit avec l'Iran et à la flambée des prix de l'énergie. Les données macroéconomiques ont renforcé cette dynamique, notamment l'indice des prix à la production (PPI) ressorti bien au-dessus des attentes, confirmant la persistance des tensions inflationnistes avant le « choc inflationniste » des prix énergétiques. Dans ce contexte, les marchés monétaires ont revu leurs anticipations de baisse de taux, désormais jugées incertaines et potentiellement repoussées, confirmé par le « *dot plot* » du SEP, où plusieurs membres n'envisagent plus aucun assouplissement à court terme. Cette réévaluation a entraîné une remontée des taux longs américains et soutenu le billet vert, d'autant plus que les investisseurs cherchent à se protéger contre les risques d'un choc énergétique global lié aux frappes sur les infrastructures gazières iraniennes et aux menaces pesant sur le détroit d'Ormuz. En Europe, l'euro a nettement reculé, perdant 0,6% pour revenir à 1,1469 \$, pénalisé à la fois par la force du dollar et par les inquiétudes liées à l'impact du choc énergétique sur l'économie de la zone euro. Les investisseurs anticipent que la BCE devra composer avec un dilemme entre soutien à la croissance et maîtrise de l'inflation importée, ce qui limite l'attrait de la monnaie unique. Le mouvement a été similaire pour les autres grandes devises, avec un repli du yen vers 159,7 face au dollar, reflétant l'écart de politique monétaire toujours marqué entre le Japon et les Etats-Unis. Plus surprenant, le franc suisse a fortement décroché (- 1,0%), affecté par sa sensibilité accrue aux coûts énergétiques et aux matières premières, notamment dans le secteur chimique, ce qui remet en cause temporairement son statut traditionnel de valeur refuge. Enfin, dans les autres zones, la dynamique du dollar s'est imposée de manière généralisée, soutenue par la hausse des prix de l'énergie, la résilience de l'économie américaine et les mesures temporaires comme l'assouplissement du *Jones Act* visant à stabiliser les flux énergétiques.

La séance obligataire a été marquée par une forte tension sur les taux longs à l'échelle mondiale, sous l'effet combiné d'un choc géopolitique majeur et de données inflationnistes américaines plus robustes que prévu, renforçant l'anticipation d'un maintien durable de politiques monétaires restrictives. Aux Etats-Unis, les frappes israéliennes ont ravivé les craintes d'un choc énergétique global, susceptible de priver le marché international d'environ 20% de l'offre de GNL en cas d'escalade impliquant le Qatar. Cette perspective a immédiatement alimenté les anticipations inflationnistes, d'autant que les prix à la production ont surpris à la hausse en février. Les marchés monétaires ont ainsi revu à la hausse leurs anticipations de taux, ce qui s'est traduit par une remontée généralisée des rendements : le 10 ans américain est à 4,28% et le 2 ans vers 3,81%, reflétant un durcissement des conditions financières. Les statistiques secondaires, telles que la hausse des commandes industrielles (+0,1%) ou l'augmentation des stocks de pétrole (+ 6,2 millions de barils) ont été largement ignorées, les marchés étant focalisés sur les implications macroéconomiques du conflit au Moyen-Orient. En Europe, la dynamique a été similaire, avec une nette remontée des taux souverains sous l'effet de ces tensions inflationnistes importées : le Bund allemand à 10 ans s'est rapproché des 2,95% (+ 0,2 pb), les OAT françaises ont atteint 3,61% (+ 4,3 pb) et les BTP italiens 3,74% (+ 7,7 pb). La perspective d'un maintien prolongé des taux par la BCE s'est renforcée, dans un contexte où la hausse des prix de l'énergie pourrait compliquer la trajectoire de désinflation. Au Royaume-Uni, les *Gilts* ont également subi des pressions, avec un taux à 10 ans à 4,68% (+ 5,4 pb), les marchés intégrant désormais une probabilité significative de resserrement monétaire supplémentaire d'ici la fin de l'année, un retournement notable par rapport aux anticipations de baisse de taux encore dominantes début mars. Enfin, dans les autres grandes économies, la remontée des taux longs reflète une réévaluation globale du risque inflationniste, alimentée par le choc énergétique et l'incertitude géopolitique.

Les métaux précieux ont nettement reculé, pénalisés par un regain de tensions inflationnistes aux Etats-Unis et par le durcissement anticipé de la politique monétaire de la banque centrale américaine, reléguant au second plan leur statut de valeur refuge malgré un contexte géopolitique extrêmement tendu. L'or a ainsi chuté à 4 840 \$ l'once, touchant un point bas d'un mois, pénalisé par la publication du PPI, qui a ravivé les anticipations d'un maintien prolongé de taux élevés. L'argent a suivi une trajectoire similaire, reculant à 74,8 dollars l'once, également à un plus bas mensuel, affecté par la même combinaison de facteurs monétaires et financiers.

Pétrole (WTI)



(Source : Marketwatch)

Pétrole

Les marchés pétroliers ont de nouveau terminé en nette hausse la séance d'hier, dominés quasi exclusivement par une intensification brutale des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, reléguant au second plan les facteurs fondamentaux pourtant significatifs, notamment aux Etats-Unis. Le Brent s'est adjugé 3,8% à 107,38 \$, tandis que le WTI, après une séance hésitante, est parvenu à repasser au-dessus des 97 \$ en séance avant de clôturer en légère progression. Ce matin, le WTI est à 97,2 \$ et le Brent à 112,5 \$. A l'origine de cette nouvelle poussée, les frappes conjointes attribuées aux Etats-Unis et à Israël contre le champ gazier stratégique de South Pars/North Dome, partagé entre l'Iran et le Qatar, ont marqué une escalade majeure, immédiatement suivie de représailles iraniennes visant des infrastructures gazières qataries. Cette montée des tensions s'accompagne de menaces explicites de Téhéran contre les installations énergétiques de plusieurs pays du Golfe, renforçant un climat d'extrême nervosité sur les marchés. Dans ce contexte, la paralysie persistante du détroit d'Ormuz constitue le principal facteur de soutien des prix, en perturbant gravement les flux mondiaux d'hydrocarbures. Les estimations indiquent que **les réductions de production contraintes dans plusieurs pays de la région (Emirats arabes unis, Koweït, Irak et Arabie saoudite) atteignent près de 8 millions de barils par jour, accentuant la tension sur l'offre mondiale.** Malgré les mesures américaines destinées à atténuer le choc, telles que la suspension temporaire du *Jones Act* ou l'augmentation de l'activité des raffineries, le marché reste focalisé sur le risque d'un choc énergétique prolongé. Aux Etats-Unis justement, les données de l'*Energy Information Administration* ont pourtant montré une forte hausse inattendue des stocks de brut (+ 6,2 millions de barils), portant les réserves commerciales à leur plus haut niveau depuis juin 2024. Cette accumulation, en partie liée à des ajustements statistiques, s'est accompagnée d'une hausse des exportations et des importations, d'une légère baisse de la production et d'une progression de l'activité des raffineries. **Par ailleurs, les stocks de produits raffinés, notamment essence et distillats, ont reculé plus fortement que prévu, traduisant une demande toujours robuste.** Néanmoins, ces éléments fondamentaux, habituellement déterminants, n'ont eu qu'un impact marginal sur les prix, les investisseurs restant concentrés sur les développements géopolitiques et le risque d'escalade militaire. La fermeture de facto du détroit d'Ormuz continue d'alimenter une prime de risque élevée, les opérateurs considérant que seule une sécurisation rapide de cette voie stratégique permettrait une détente durable des cours. En Europe, **cette tension énergétique s'est également reflétée sur le marché du gaz, avec une hausse de plus de 6% du contrat TTF néerlandais**, signe d'une inquiétude croissante quant aux approvisionnements. Ainsi, la séance a été caractérisée par une domination totale du facteur géopolitique sur les fondamentaux, illustrant un marché extrêmement sensible aux risques d'interruption de l'offre mondiale dans un contexte déjà tendu.



Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considéré comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers. Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2026, Tous droits réservés.